



ÉDUCATION FORMATION
RECHERCHE PUBLIQUES

Monsieur le Directeur Académique,
Mesdames et messieurs les membres du CSA-SD,

La rentrée est toujours un moment hautement symbolique, politiquement, médiatiquement et ne l'oublions pas : pédagogiquement.

A la CFDT Éducation, nous avons constaté qu'effectuer une rentrée avec les réformes imposées et un gouvernement démissionnaire constituait une marche supplémentaire dans la complexité du moment.

Premier exemple : les évaluations nationales ont été étendues à toutes les classes d'élémentaire. En dehors de la question de leur finalité, celle de la mise en œuvre a révélé des problématiques concrètes.

Deuxième exemple ; avec un gouvernement démissionnaire, des réformes ont été laissées en jachère : réforme du brevet, classe préparatoire au lycée... En revanche, l'instauration des groupes de besoin a été maintenue malgré les craintes de paralysie des établissements, l'inanité de la mise en place d'un tri des élèves, sans oublier des emplois du temps difficilement élaborés par les chef.fe.s d'établissement, et des équipes malmenées... Autant d'ingrédients qui mènent droit vers un prévisible échec.

Pour en venir à notre département, à la sortie de l'audience intersyndicale du 1^{er} juillet dernier nous avons convenu de nous retrouver pour le CSA de rentrée lors de la 2^{ème} quinzaine de septembre.

Dès la rentrée nous avons demandé la date précise de cette instance et espéré vainement une réponse.

Heureusement pour combler cette attente nous avons pu trouver toutes les informations dans nos média locaux, premiers informés des nouvelles mesures de carte scolaire et de la situation du département. Les membres représentants élus des personnels dans cette instance ont donc été ignorés une nouvelle fois.

Une carte de presse vaut-elle mieux qu'une carte d'électeur ?

Votre administration privilégie toujours la communication externe à la concertation interne et au dialogue social. Pour la CFDT cette situation met en danger notre démocratie en repoussant à la marge les corps intermédiaires.

Notre exaspération ne s'arrête pas là. Nous constatons que les mêmes questions sans réponse reviennent depuis des années à ce CSA de « rentrée ». Sur plusieurs sujets nous demandons la prise en compte de la spécificité de notre territoire et n'avons qu'en retour des promesses de réponses. Nous voulons particulièrement attirer à nouveau votre attention sur le remboursement des frais de déplacement

En effet nous sommes sans cesse interpellés par des collègues concernant ce sujet : des collègues en formation CAPPEI qui doivent avancer des centaines d'euros et à qui on répond « plus de budget » ; des collègues personnels itinérants qui ne sont pas ou mal remboursés et à qui on répond pourtant que les spécificités de notre département rural sont prises en compte (merci de nous expliquer comment) ; notre représentante à la CAPD du 13 mai qui voit encore son ordre de mission bloqué malgré une première intervention de vos services...

Les personnels concernés nous ont exprimé leur ras le bol et attendent des actes forts sur ce sujet. Ne nous dites pas à nouveau que la résolution de ces problèmes ne dépend pas de vous...

Trop d'économies sont déjà réalisées sur le dos des agents !

L'alerte sociale lancée le 14 octobre par nos organisations syndicales suite au projet de budget 2025 souligne l'illusion de pouvoir faire mieux avec moins !

Concernant le sujet des remboursements des frais ce mantra est une réalité depuis de trop nombreuses années !

Merci de votre attention.